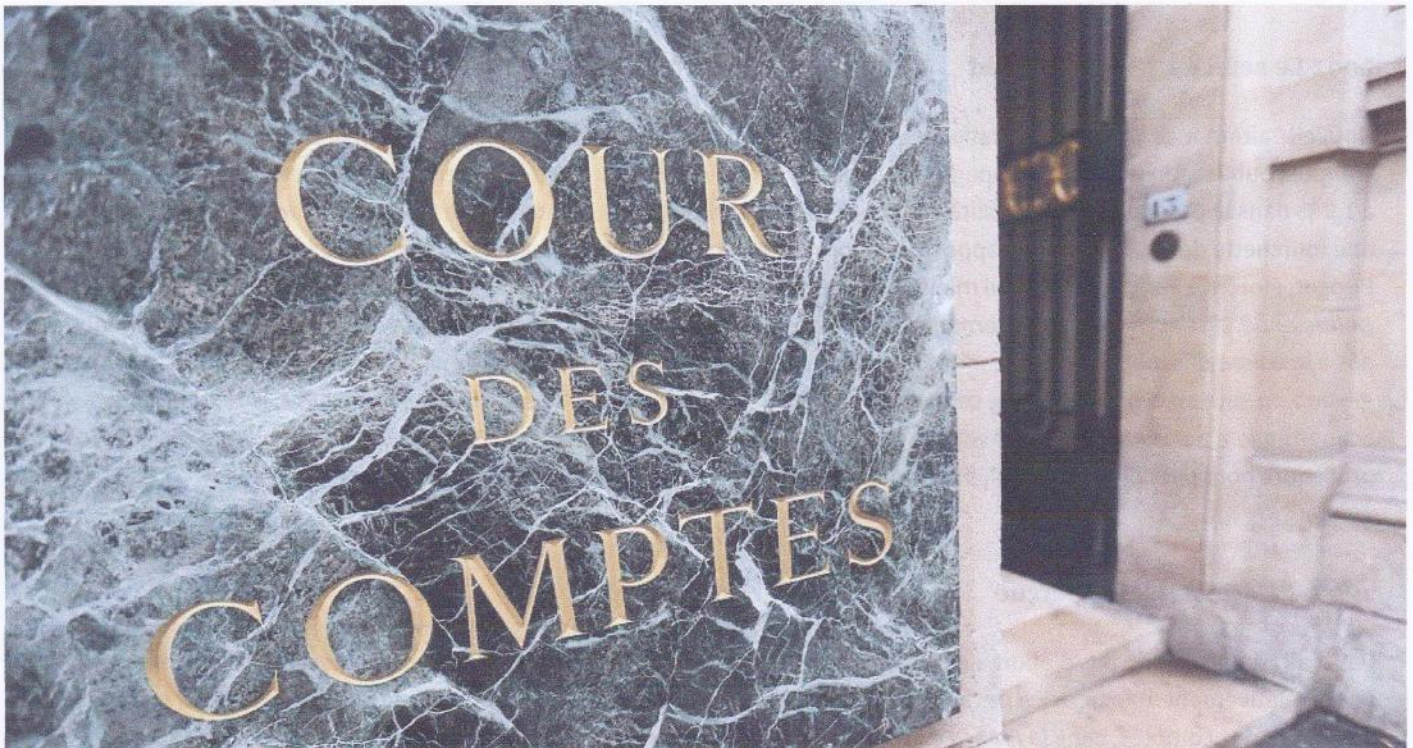


# Ce que nous enseignent les précédents audits des finances publiques

[INGRID FEUERSTEIN \(HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/INDEX.PHP?ID=21996\)](https://www.lesechos.fr/journalistes/index.php?id=21996) | Le 29/06 à 06:00



Ce que nous enseignent les précédents audits des finances publiques - AFP

## La Cour des comptes rend ce jeudi son audit sur les finances publiques. Les précédents audits montrent les difficultés à maîtriser les comptes publics.

Tradition en début de quinquennat, les audits des finances publiques se suivent... et se ressemblent. Alors que la Cour des comptes s'apprête à rendre ce jeudi son audit 2017, une note de l'association Fipeco retrace l'historique de ces exercices, qui sont parfois - mais pas toujours - l'occasion de demander de nouveaux efforts aux Français.

PUBLICITÉ



## 1997 La sélection pour l'euro

Avec la perspective de la création de la monnaie unique, les finances publiques occupent déjà une place importante dans le débat politique. Pour se « qualifier » pour l'euro, la France doit afficher un déficit inférieur à 3 % du PIB pour 1997. Lorsqu'il est nommé Premier ministre, Lionel Jospin lance un audit pour évaluer la situation budgétaire de la France, alors que Bercy alerte depuis plusieurs mois sur un risque de dérapage. A l'époque, l'audit n'est pas confié directement à la Cour des comptes, mais à deux magistrats ayant exercé au sein de l'institution, Jacques Bonnet et Philippe Nasse. Leur constat confirme les craintes de Bercy : le déficit est évalué entre 3,5 et 3,7 % pour 1997. Leur rapport recommande de « *réduire les déficits sans accroître des prélèvements déjà très lourds* » et appelle à « *des réformes de fond de l'action publique* ». « *La situation des finances publiques est sérieuse* », a reconnu Lionel Jospin dans son discours de politique générale. La gauche décide de majorer l'impôt sur les sociétés et de réduire les dépenses militaires. Finalement, le déficit sera contenu à 3 % pour 1997, grâce aussi à une croissance un peu meilleure qu'attendu.

## 2002 Le seuil de 3 % est franchi

Nouvelle alternance. Jean-Pierre Raffarin confie à son tour, aux deux mêmes hauts fonctionnaires, un audit sur les comptes publics. Un nouveau dérapage est suspecté. La prévision de 1,4 % inscrite en loi de finances a déjà été réévaluée à 1,9 % dans le programme de stabilité en février 2002. L'audit est plus sévère encore : il évalue le déficit pour 2002 dans une fourchette de 2,2 % à 2,6 %. L'opposition reproche aux auditeurs d'avoir chargé la barque. La secrétaire d'Etat au Budget, Florence Parly (aujourd'hui ministre des Armées), dénonce une « *mise en scène tendancieuse, pour ne pas dire politicienne, de l'audit par le gouvernement* ». Malgré ce tableau peu réjouissant, le gouvernement Raffarin ne renonce pas à la baisse d'impôt promise pendant la campagne. Pas non plus d'annulations massives de crédits : il faut « *solder la gestion du gouvernement Jospin* », selon le ministre délégué au Budget, Alain Lambert. Finalement, la reprise économique n'a pas été au rendez-vous, si bien que le déficit a atterri à 3,1 % du PIB en 2002. C'est le début de la procédure pour déficit excessif, qui, à l'époque, avait également frappé l'Allemagne.

## 2007 L'alerte passe inaperçue

Pas d'alternance, donc pas d'audit. Le rapport annuel de la Cour des comptes sur la situation des finances publiques passe relativement inaperçu. « *Il ne faudrait pas que la vigilance retombe* », alerte Philippe Séguin, le premier président de la Cour des comptes, car « *la France est vulnérable* » et ses marges de manoeuvre budgétaires et fiscales sont « *limitées* ». Nicolas Sarkozy fait néanmoins voter son coûteux « *paquet fiscal* », juste avant le déclenchement de la crise financière.

## 2012 Le « choc fiscal »

Au sortir de la crise financière, la situation budgétaire de la France est particulièrement dégradée. Depuis 2007, le déficit n'est jamais revenu sous la barre des 3 % imposée par le traité de Maastricht. Le programme de stabilité en avril prévoit un déficit à 4,4 % du PIB. L'audit est à nouveau l'objet de traditionnelles joutes entre la nouvelle majorité et l'opposition. L'ancien Premier ministre François Fillon jure qu'il n'y a « *pas de cadavre dans le placard* », alors que le ministre du Budget, Jérôme Cahuzac, dénonce « *une ardoise dissimulée* ». Cette fois, c'est bien la Cour des comptes qui réalise l'audit. Pour ramener le déficit à 3 % en 2013, conformément à l'engagement pris au niveau européen, la Cour préconise une thérapie de choc. Elle évalue l'effort à 33 milliards d'euros, tout en recommandant d'agir en priorité sur la dépense. François Hollande choisit finalement le levier fiscal, ce qui lui vaudra une impopularité qui le poursuivra durant tout son quinquennat. Le déficit finalement publié par l'Insee pour 2012 atteint 4,8 %. En cause : les mesures fiscales, plombant la croissance, n'ont pas rapporté autant que prévu.

## 2017 La crédibilité de la France en jeu

Après avoir obtenu plusieurs reports auprès de Bruxelles, la France ne peut plus se permettre un nouveau délai. « *Je ne fais pas des 3 % un totem, mais un symbole : celui de la crédibilité retrouvée auprès de nos partenaires européens* », déclare le ministre de l'Economie et des Finances, Bruno Le Maire, quelques jours avant la publication de l'audit. Celui-ci s'annonce particulièrement sévère. A la différence des précédents quinquennats, Emmanuel Macron a exclu un collectif budgétaire durant l'été. « *Cela signifie que le seul levier de l'Etat pour redresser les comptes sera la régulation budgétaire*

*classique, avec les gels et les surgels de crédits supplémentaires* », explique François Ecalte, ancien de la Cour des comptes, président de l'association Fipeco. Autrement dit, le gouvernement ne pourra pas équilibrer les comptes par des hausses d'impôt. Cela sera-t-il suffisant ? Pour 2018, Jean-Paul Delevoye, président de la commission des investitures pour LREM, a laissé entendre que le programme fiscal d'Emmanuel Macron pourrait être étalé dans le temps : « *Tous les débats sont sur la table.* »

Ingrid Feuerstein, Les Echos

**[@In\\_Feuerstein \(https://twitter.com/In\\_Feuerstein\)](https://twitter.com/In_Feuerstein)**

0/0/0/0